



**PREFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**fixant des prescriptions complémentaires à la société WALOR Bordeaux pour
l'exploitation des installations de fabrication d'équipements automobiles à Blanquefort**

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de Gironde

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15462 du 25 août 2003 autorisant la société GETRAG FORD TRANSMISSIONS GmbH à exploiter une usine de transmissions mécaniques sis Zone industrielle de Blanquefort – 65 rue Jean Duvert ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°15462/3 du 9 août 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2021 fixant des prescriptions complémentaires à la société MAGNA ;

VU les courriers datés du 31 octobre 2023 et du 6 mars 2025 prenant acte des modifications portées à connaissance de l'administration ;

VU le dossier de porter à connaissance relatif au projet Erdrich, actualisé en juin 2025 ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet le 28 novembre 2025 sur un projet de vente de parkings et de changement de dénomination sociale et le dossier joint ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par courrier du 15 décembre 2025 portant sur la nouvelle convention de rejets signée avec la SABOM et sur la modification de fréquence de dépollution manuelle ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 10 avril 2026 ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 13 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 17 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que la société se nomme WALOR Bordeaux à compter du 1er janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'une partie de la parcelle CA59, abritant les parkings situés au Nord du site, sera libérée pour accueillir de nouveaux projets indépendants ;

CONSIDÉRANT qu'une nouvelle convention de rejets avec la SABOM a été élaborée, entrée en application le 1er janvier 2026, vis-à-vis des rejets de l'exploitant à la STEP Lilles-Blanquefort ;

CONSIDÉRANT que le suivi de la dépollution encadrée par l'arrêté préfectoral du 9 août 2007 montre des résultats satisfaisants ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins que, bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de modifier les prescriptions applicables, notamment celles fixant le classement ICPE des activités, le périmètre du site et les VLE des rejets aqueux compte-tenu de la nouvelle convention de rejets ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

La société WALOR Bordeaux, dont le n° SIRET est 922 173 927 000 18 et dont le siège social est situé au 65 rue Jean Duvert, Zone industrielle à Blanquefort (33294), est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de fabrication d'équipements automobiles situées à la même adresse.

Elle est tenue de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux du site susvisés, modifiés dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du Préfet par les articles suivants.

ARTICLE 2 — LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau de classement suivant remplace celui fixé par le courrier du 6 mars 2025 susvisé :

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	26 019,7 kW	E
2563	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l	48 000 l	E

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2565-2	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	9 000 l	E
2921-1	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	4,272 MW	E
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	1,05 MW	DC
2565-4	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 4. Vibro-abrasion, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	Procédé Tribofinition : - une cuve de 1 500 L pour les effluents, - une cuve de 1 000 L pour les eaux claires, recyclées.	DC
2910.A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	7,525 MW (chaudières administratives 1 400 kW, chaudière labo 330 kW, chaudière mezzanine 115 kW, PAC 5 280 kW, brûleurs fours de préoxydation 400 kW)	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	622 kW (onduleurs 53 kW, local batteries 565 kW)	D
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...]. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines [...] étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	12,8 t de propane (4 cuves enterrées de 3,2 t)	DC
1185-2	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée : 3 300 kg	DC

ARTICLE 3 — IMPLANTATION

L'article n°1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Parcelles	Surface totale
-----------	----------------

CA 85, CA 59p, CA65	177 751 m ²

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 4 — REJETS DES EAUX INDUSTRIELLES POLLUÉES DANS LE RÉSEAU COLLECTIF

L'article n°4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2021 susvisé est modifié par les dispositions suivantes :

« [...] Lorsque l'unité de traitement est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émission, en sortie de l'installation, des polluants autres que les macropolluants sont a minima les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel à savoir :

Paramètre Micropolluants issus de l'Arrêté ministériel sectoriel du 9 avril 2019 susvisé	Valeur limite d'émission maximum (VLE)
*Aluminium	150 g/j 2 500 µg/l
*Chrome	1,2 g/j 20 µg/l
*Fer	150 g/j 2 500 µg/l
*Nickel et ses composés (en Ni)	1,2 g/j 20 µg/l
*Zinc et ses composés (en Zn)	12 g/j 200 µg/l

Les substances munies d'une * sont des substances dont les VLE sont plus restrictives par rapport aux VLE de l'arrêté ministériel sectoriel du 9 avril 2019 susvisé. Elles sont issues de la convention de déversement et peuvent être revues en tant que de besoin lors des mises à jour de la convention après information de l'inspection et avec justification. »

ARTICLE 5 — FRÉQUENCE DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS DES EAUX INDUSTRIELLES TRAITÉES

L'article n°10.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2021 susvisé est modifié par les dispositions suivantes :

« [...] Un prélèvement et une analyse trimestriels sont réalisés sur les autres paramètres dits micropolluants visés à l'article 4.3.8.3, à l'exception des paramètres suivants :

Paramètres	Périodicité de la mesure
HAP	semestriel
COV	annuel
BTEX	annuel
PCB	annuel

[...] »

ARTICLE 6 — PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.181-44, en vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ; un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est également publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux par l'intermédiaire de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr », soit par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée, soit par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr). Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 8 — EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à WALOR Bordeaux.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Madame le Maire de la commune de Blanquefort,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 23 AVR. 2026

Le Préfet



Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général